

International

CHILI : LA FORCE DU PEUPLE PAR TEMPS DE PANDÉMIE

Pierre Lebret, Cristian Méndez

30/04/2020

Dans le contexte de la crise liée au Covid-19, le politologue Pierre Lebret (université Diego Portales, Chili) et l'anthropologue Cristian Méndez (université du Chili) reviennent sur la nature et les raisons du très important mouvement de mobilisations qu'a connu le Chili depuis octobre dernier, suspendu depuis en raison de la situation sanitaire. Néanmoins, rappellent-ils, les motivations et les objectifs du mouvement demeurent.

Au Chili, un des premiers effets du Covid-19 aura été la suspension du référendum. Celui-ci devait avoir eu lieu le 26 avril 2020, il est repoussé au 25 octobre prochain.

Dans un contexte de violation des droits humains, le peuple chilien se préparait à décider la possibilité d'un changement de Constitution. Un peuple qui souhaite reprendre en main une transition démocratique inachevée il y a plus de trente ans. Nous sommes à plus de six mois de ce 18 octobre 2019, ce jour où tout bascula. Sans la mobilisation, nous ne parlerions pas aujourd'hui de changement de Constitution. En quelques heures, ce mélange de rage et d'espoir aura cristallisé les ciments de ce que nous pouvons appeler aujourd'hui une révolution, dans ce pays où 1% des plus riches détient 27% du PIB.

Ce soulèvement s'est structuré dès le départ autour de trois axes : la destitution du gouvernement, la réforme totale du système économique et la rédaction d'une nouvelle Constitution. Une envie de refonte totale. La force qui a émergé était gigantesque dans tout le pays. Mais la première des réponses du gouvernement en place fut la répression. Quelques semaines plus tard, à la mi-novembre 2019, un accord pour un référendum est annoncé, mais la répression n'a pas faibli pour autant.

Les rapports de plusieurs organismes nationaux et internationaux pour la défense des droits humains sont catégoriques, le bilan était de plus en plus lourd, la démocratie n'est plus. Comment un président soutenu par moins de 6% de la population et politiquement responsable de la répression qui a sévi dans tout le pays peut-il terminer tranquillement les deux ans de mandat

restants ? Pouvons-nous continuer à définir un pays comme démocratique parce qu'il y a eu élection ? La résistance des élites au changement de modèle est aujourd'hui anti-démocratique.

Depuis des mois, c'est donc un véritable bras de fer qui a lieu : la force du peuple face à l'inhumanité d'un système néolibéral défendu par l'oligarchie. Pour les manifestants, l'objectif est clair : c'est le moment ou jamais de faire disparaître la genèse de Pinochet et de passer d'une Constitution issue de la dictature à une Constitution élaborée en démocratie, afin de se donner les moyens de garantir les droits sociaux, la diversité culturelle, l'égalité de genre.

La droite reste divisée. D'une part, le centre droit s'accordait pour un changement de Constitution mais affirmait qu'il fallait « limiter » les dégâts et éviter à tout prix un changement radical du modèle actuel. D'autre part, plusieurs figures de la droite plus conservatrice remettaient en cause la tenue du référendum utilisant l'argument de la violence. Le gouvernement en place, quant à lui, jouait la carte de la répression.

Les partis de gauche sont unis pour gagner le référendum. Mais il n'y a pour l'instant pas de consensus sur le modèle vers lequel le pays doit se diriger, sans oublier la tendance de ces dernières années : le manque de confiance envers les partis traditionnels. Futur incertain, donc, pour les forces politiques démocratiques qui doivent essayer de répondre aux attentes d'une société civile mobilisée, mais sans articulation politique réelle permettant une alternative durable.

Début mars 2020, la tension est montée dans plusieurs villes du pays. La campagne officielle pour le référendum avait débuté le 26 février dernier. D'un côté, une grande majorité manifestait en faveur du « oui » (*apruebo*) pour le changement de la Constitution et, de l'autre, était menée une campagne pour le « non » (*rechazo*) où opéraient, comme au temps de Pinochet, des milices d'extrême droite, frappant à leur passage des manifestant·e·s et journalistes sous le regard complaisant des carabiniers. Selon les derniers sondages, la participation s'annonçait élevée et le « oui » l'aurait emporté avec près de 70% des suffrages.

Peu avant le début du confinement, dans plusieurs communes de la région métropolitaine de Santiago, pour mesurer la température ambiante, il suffisait de déambuler dans les rues, d'observer les murs, les écrits, les affiches, les dessins, l'art à chaque coin de rue, ou d'être témoin des dynamiques de solidarités – assez rares auparavant – dans de nombreux quartiers. Les voisins se reparlaient, comme si du jour au lendemain la déferlante individualiste était remplacée par le mot « collectif ». Cette révolution a pris une tournure culturelle et ses effets sont inéluctables. Des femmes comme Gabriela Mistral, Gladys Marin, Mon Laferte, Ana González de Recabarren ou Ana Tijoux sont devenues des effigies dans les rues de Santiago. Une révolution résolument féministe,

avec des femmes mobilisées contre les inégalités, contre les violences et les discriminations, contre le tout masculin. Elles réussissent, elles mobilisent, elles transforment. La parité a d'ailleurs été votée – dans le cas où le « oui » l'emporterait – pour l'assemblée qui sera en charge de rédiger la nouvelle Constitution. Cela serait une première mondiale qu'une Constitution puisse être écrite par 50% de femmes et 50% d'hommes.

Aujourd'hui, le contexte est radicalement différent. Cette pandémie peut avoir des effets dévastateurs pour les pays du Sud. Le gouvernement chilien saura-t-il tirer profit de cette crise sanitaire ? Il est évident que pour cause de confinement, la rue n'est plus un espace de mobilisation sociale. Les autorités y trouvent un certain répit, allant jusqu'à la provocation. La Plaza Italia, rebaptisée Plaza de la Dignidad par les manifestants, a été nettoyée à l'aube du premier jour de confinement. Quelques jours plus tard, en pleine quarantaine, le président de la République est allé se faire photographier devant le monument de cette même place. Une action maladroite vécue comme une provocation dans ce lieu devenu hautement symbolique.

Une chose est certaine, le Covid-19 est un élément de plus qui met en évidence la brutalité des inégalités en Amérique latine et au sein de la société chilienne. Le droit à la santé n'est pas le même pour tous. Face à un pouvoir peu crédible, qui a toujours défendu le néolibéralisme, et une opposition en perte de vitesse, une jeune femme, médecin, ne cesse d'interpeller le gouvernement et d'exprimer l'urgence d'un changement de cap. Il s'agit d'Izkiá Siches, présidente de l'Ordre des médecins. Avec conviction, connaissances et clarté, elle arrive à tisser un lien beaucoup plus direct avec la population. Izkiá Siches n'écarte pas un destin politique, et ses déclarations font grincer les dents du pouvoir en place : « leur manière de gouverner ne leur a pas donné de résultats après le 18 octobre, ils n'en n'obtiendront pas non plus avec cette gestion de la pandémie (...), le gouvernement continue de fonctionner comme si rien ne s'était passé ces derniers mois ».

Dans les pays où opère la loi du marché, l'État-providence est à reconstruire. La secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), Alicia Bárcena, s'exprimait il y a quelques jours sur l'urgence de promouvoir un autre modèle de développement, soulignant l'importance de l'État et de la coopération internationale afin de protéger les plus vulnérables dans ce contexte épidémique, mais aussi face à la crise économique et sociale qui commence à toucher sévèrement les populations. Selon un dernier rapport de l'Agence onusienne pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, il faut s'attendre en 2020 à une contraction du produit intérieur brut (PIB) de -5,3%, ce qui pourrait entraîner un taux de chômage d'environ 11,5%, soit une augmentation de 3,4% par rapport au niveau de 2019 (8,1%). Plus de 29 millions de personnes pourraient se retrouver dans la pauvreté.

Le président Sebastian Piñera définissait le Chili comme l'oasis de l'Amérique latine peu avant le 18 octobre 2019, suite aux troubles survenus en Équateur. Mais aujourd'hui, pour ce milliardaire et d'autres membres de cette élite économique et politique, avec ou sans pandémie, c'est leur système qui est sur le point de s'effondrer. Alors l'usage de la force a été leur seul va-tout afin de préserver cet « oasis asséché », pour reprendre le titre de l'une des dernières tribunes de l'écrivain Luis Sepúlveda. Les nouvelles générations surmontaient les menaces, défiaient les violences policières et occupaient toujours les rues il y a encore quelques semaines. La peur avait changé de camp. Cette crise sanitaire ne fait que pousser la société chilienne dans son élan d'octobre et dans sa recherche d'autres destins.